

NOTE : INSTITUT DU BOSPHORE : OÙ EN EST LA TURQUIE SUITE A LA CRISE DANS LE CADRE DE LA MONDIALISATION ECONOMIQUE?

Dr. Ümit Izmen, Département d'économie, Université de Boğaziçi, Chroniqueur du quotidien Taraf

A la lumière de la mondialisation économique, où en est la Turquie face à la crise?

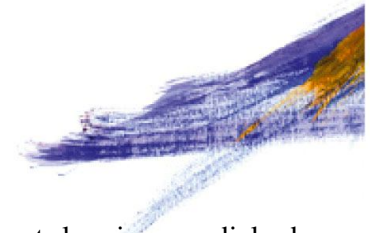
L'influence de la crise économique mondiale qui a frappé tous les pays en 2008 a commencé à s'atténuer à partir de l'été 2009. Le Fonds Monétaire International prévoit le retour à la croissance pour l'économie mondiale.

Cependant, l'économie mondiale post-crise sera très différente de l'économie mondiale pré-crise, une des raisons étant l'intensité de la crise et l'autre les tendances du système mondial à long terme. Je reviendrai sur ces facteurs, mais le résultat de cet exercice indique l'importance croissante de la place occupée par l'économie turque dans l'économie mondiale. Je voudrais, par conséquent, commencer cet article sur l'économie turque par une évaluation mondiale et un point de vue à plus long terme.

Préface: Augmentation de la part de la Turquie dans l'économie mondiale

Les études de l'historien Angus Maddison, décédé au mois d'avril dernier, ont démontré la manière dont les pays changent de position dans l'économie mondiale. Je voudrais donc profiter des célèbres tables de Maddison pour examiner l'économie turque dans une perspective historique. Ceci nous permettra d'évaluer plus correctement les perspectives futures de la Turquie, même si son économie a été négativement influencée par la crise économique mondiale. Les crises qui semblent rares quand elles sont évaluées individuellement par des analystes économiques paraissent ordinaires dans une perspective historique plus longue ; de même les taux de croissance individuels considérés comme élevés, ont un impact sur la position d'un pays lorsqu'ils se maintiennent au long des années.

D'après les tables de Madison, la part des pays occidentaux développés constitue 55% de l'économie mondiale en 1990. A la suite des crises qui ont profondément influencé les pays en voie de développement au début de l'année 1990, des réformes radicales ont été introduites et une stabilité macroéconomique a été assurée, grâce à laquelle les années 2000 sont devenues les années d'or de l'économie mondiale. Les taux de croissance élevés ont permis aux pays en voie de développement de se rapprocher rapidement du niveau des revenus des pays développés. Ce qui a permis aux pays en développement d'atteindre une part de 40% dans l'économie mondiale en l'an 2000 et de 56% en 2008. Sur base des données de 2003, Madison avait prévu une part de 57% pour les pays en voie de développement en l'an 2030. (OCDE, 2010). Cependant, le taux de croissance des pays en voie de



développement a largement dépassé ce chiffre entre 2003 et 2008. D'autre part, la crise mondiale de l'an 2008 a eu un effet négatif inattendu sur les pays développés tandis que le taux de croissance des économies de marché a subi un ralentissement passager. D'après les prévisions du FMI, ces pays retrouveront leur taux de croissance précédent après l'an 2011. Quand la situation est revue à la lumière de ces nouvelles données, la part des pays en voie de développement s'élève jusqu'à 68% en l'an 2030 (Mold 2010).

Pour les années à venir, la Turquie fait partie des pays qui possèdent un potentiel élevé de croissance rapide. La crise financière mondiale a éclaté au moment où la politique monétaire et financière de la Turquie se trouvait dans une situation favorable, grâce à un secteur bancaire puissant accompagné d'un déficit budgétaire et un taux d'endettement public peu élevés. La Turquie a donc adopté une politique d'élargissement en baissant les taux d'intérêt de 10.25 points et en augmentant son déficit budgétaire de 1.6% à 5.5%, ce qui lui a permis de se ressaisir. Au cours de la période suivant la crise, la Turquie jouissait d'un potentiel de croissance rapide ainsi que de bonnes relations économiques avec les pays à croissance élevée. Une structure macroéconomique puissante, à l'exception du déficit courant, un secteur financier solide, une tendance de croissance de la classe moyenne avec un taux de consommation élevé, créent un climat économique favorable avec une forte demande intérieure. On s'attend à une mondialisation des capitaux atteignant un trillion de dollars dont une partie importante se dirigera vers la Turquie.

Croissance due à une forte demande intérieure

Le taux de croissance de l'économie mondiale entre les années 2000 et 2008 était de 4.4% tandis que celui de la Turquie a atteint 6.2%. La crise a causé une chute de ce taux à 4.7% en 2009. Cette situation a cependant peu duré et a été suivie par une reprise rapide. La croissance de l'économie a atteint 11.7% au premier trimestre et 10.3% au deuxième trimestre de 2010. Les données économiques, dissociées des effets saisonniers, comparées au trimestre précédent, accusent une augmentation du taux de croissance de 0.4% à 3.7%. Cette performance qui place la Turquie parmi les premiers pays à surmonter la crise lui a également permis de rattraper les pertes occasionnées par cette crise. Les économies européennes sont encore à 3.5% au dessous de leur niveau pré-crise.

Le facteur derrière cette performance de la Turquie était la forte demande intérieure. La baisse de la demande occasionnée par la crise mondiale avait amplifié les difficultés de croissance de plusieurs pays exportateurs. La Turquie, dont les marchés d'exportation étaient les pays développés, faisait face à des difficultés pour accroître ses exportations. Par contre, c'est la forte demande intérieure qui a rendu possible cette croissance. La consommation du secteur privé a haussé de 6.2 % au cours de cette période tandis que les investissements du secteur privé ont haussé de 32.1%. La plus importante contribution à la croissance ont été les dépenses des consommateurs et les investissements du secteur privé. Les efforts déployés pour rétablir l'équilibre des établissements publics affectés par la crise ont limité la contribution de la consommation et des investissements publics à cette croissance.



Malgré la faiblesse du marché de l'emploi, il a été possible de d'assurer une demande intérieure puissante. En fait, les dynamiques du marché de l'emploi ont souffert autant des pertes d'emplois générées par la crise que de l'augmentation de la force de travail. Si l'on exclut les influences saisonnières on constate que le taux de chômage qui était d'environ 10% avant le début de la crise avait atteint le point le plus élevé au mois d'avril, soit 14.8%. Parallèlement à la croissance économique, le taux de chômage a baissé à 11.7% au mois de juillet. Cependant, si l'on examine plus attentivement les données de l'embauche de cette période, on voit que l'économie a créée 1.9 millions de nouveaux postes de travail qui ont soutenu le processus de croissance basé sur la demande intérieure.

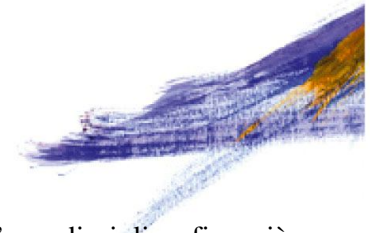
D'après les données du mois de juillet, la main d'oeuvre a augmenté de 1254 personnes au cours des 15 derniers mois et le nombre de chômeurs a diminué de 604.000 personnes. Dans le cas où la main d'oeuvre n'aurait pas rapidement augmenté au cours de cette période, nous aurions constaté une diminution beaucoup plus rapide du chômage. Il faut cependant noter qu'une grande partie des emplois provenait du secteur agricole. Ce n'est qu'après la fin de 2009 que l'industrie a recommencé à créer des emplois.

Le taux de croissance en Turquie, comme dans les pays développés, a été influencé par la situation des stocks. La réaction de la Turquie à la crise mondiale a été beaucoup plus rapide que celle des pays développés. Les entreprises turques ont commencé à mettre en œuvre un plan d'action pour lutter contre la crise dès les premiers signes précurseurs, en arrêtant la production, en écoulant rapidement leurs stocks et en prenant les mesures nécessaires pour réduire les prix de revient. La production visant à remplacer les stocks qui s'écoulaient rapidement à mesure que la situation s'améliorait, a déclenché le processus de croissance et la demande intérieure qui a augmenté grâce à l'influence de la structure démographique du pays a assuré la continuité de la croissance.

Le taux d'utilisation de la capacité industrielle, les indicateurs de confiance des consommateurs et des producteurs démontrent que le processus de croissance continue. Bien que le taux de croissance ait légèrement diminué au cours du troisième et dernier trimestre, on s'attend à des développements positifs. Le FMI prévoit un taux de croissance de 7.8% qui est au-dessus de celui des prévisions officielles qui s'élèvent à 6.8%.

Les Finances Publiques

La Turquie, comme d'autres pays qui augmentant leurs dépenses publiques dans le but d'éviter une récession, a vu une hausse de son déficit budgétaire et le surplus budgétaire a laissé place au déficit budgétaire. Ce déficit qui était aux environs de 1% au début de la crise mondiale a augmenté jusqu'à 5.5% à la fin de 2009, dû aux dépenses publiques planifiées qui ont continué malgré la chute des revenus budgétaires occasionnée par la réduction des activités économiques. Cependant, l'économie a commencé à reprendre en 2010, ce qui a eu permis l'augmentation des revenus fiscaux et la baisse du déficit budgétaire. Dans le cadre de la stratégie visant à résoudre la crise, le projet concernant l'adoption d'un Règlement Fiscal en 2011 avait ouvert la voie à l'attente d'une discipline fiscale. Cependant l'ajournement de ce Règlement Fiscal dû au programme des investissements publics à la



veille des élections de 2011, a eu un effet négatif sur la mise en place d'une discipline financière publique.

Le fait que la crise n'ait pas eu d'impact négatif sur le secteur bancaire turc, freine l'augmentation permanente de la dette publique, à l'encontre de la situation en Europe et aux Etats Unis, L'U.E, obligée d'utiliser ses ressources publiques pour éviter les faillites bancaires, verra, d'après les prévisions du FMI, le taux de sa dette publique au PIB augmenter de 70% en 2008 à 89% en 2013. Quant aux Etats Unis, l'augmentation de 105% prévue pour 2013 se poursuivra probablement après cette date. Le gouvernement turc vise à restreindre la dette publique qui était montée de 40% à 46% pour atteindre le taux de 37% prévu pour 2013. La différence entre les marchés financiers des pays développés et ceux des pays en voie de développement oblige ces derniers à maintenir leur dette publique à des niveaux très inférieurs à celui des pays développés afin de leur permettre de résister aux crises. Ces projections créent une situation plus avantageuse pour la Turquie comparée aux autres économies de marché comme l'Inde, le Brésil, l'Argentine et le Mexique.

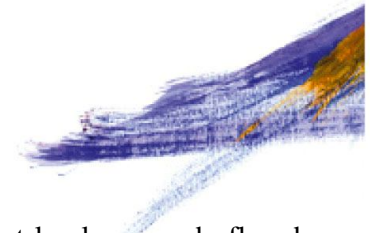
La demande étrangère et le déficit courant

La reprise de la production et de la demande intérieure après le deuxième semestre de 2009, a remis le problème du déficit courant à l'ordre du jour. La structure de la production qui dépend étroitement des importations est la cause de l'augmentation rapide du déficit. Les économies européennes, principaux marchés des exportateurs turcs, souffrent de graves problèmes qui limitent le taux de croissance des exportations qui n'arrivent plus à couvrir les importations. Le taux de croissance des exportations a baissé de 5.5% au mois de septembre tandis que celui des importations a augmenté de 25.3%.

On observe d'autre part le ralentissement graduel des exportations vers l'U.E qui chutent jusqu'à 3.6% tandis que les exportations vers les régions peu éprouvées par la crise augmentent. Les exportations de la Turquie vers des régions qui ne font pas partie de ses marchés traditionnels comme l'Amérique du Sud, l'Australie, la Nouvelle Zélande et l'Afrique noire, augmentent rapidement.

Même si les prix qui avaient chuté avec la crise semblent recommencer à monter, ils restent toujours au-dessous du niveau pré-crise. D'après le Fonds Monétaire International, ce sont les faibles dynamiques de croissance des pays développés qui empêchent la remontée des prix. Cependant, l'énergie mise à part, quand on constate que la détérioration de l'équilibre du commerce extérieur est plus rapide que celle de l'équilibre du commerce total, il est clair qu'au moment où l'économie mondiale et les prix de l'énergie et autres matières premières retrouveront leurs niveaux pré-crise, la Turquie se trouvera face à un problème de déficit extérieur beaucoup plus sérieux.

Le taux du déficit extérieur face au PIB était tombé de 5.7 % en 2008 à 2.3 % en 2009. Il ne sera donc pas surprenant de voir ces chiffres remonter au même niveau en 2010. On ne rencontre aucun problème de financement malgré le problème du déficit courant. D'autre part, la qualité du financement du déficit courant est sérieusement inférieure comparée à la période pré-crise. Avant la crise, les investissements



de capitaux étrangers et les emprunts à long terme du secteur réel constituaient le plus gros du flux de capitaux, maintenant c'est l'arrivée de capitaux à court terme qui domine le marché.

Les investissements directs de capitaux étrangers qui s'élevaient à 20 milliards de dollars avant la crise ont été réduits à un quart de leur valeur. Le secteur privé utilise des emprunts étrangers à long terme de 25 milliards de dollars et paie une dette de 10 milliards de dollars net. Cette faiblesse de la structure des investissements qui rend l'économie turque plus sensible aux développements financiers et aux politiques macroéconomiques, suscite des discussions enflammées sur les taux de change.

L'inflation, les taux d'intérêt et les cours de devises

Les discussions sur les cours de devises s'intensifient en Turquie au lendemain de la crise. Au cours de la crise, la livre turque avait perdu sa valeur réelle par comparaison à la période précédente, mais au dernier trimestre de 2009, au moment de la reprise de la demande intérieure, une grande partie de la perte réelle de la valeur de la livre turque a pu être récupérée. Même si on a pu réaliser une augmentation de 5% de la valeur de la livre turque, ce chiffre reste toujours au-dessous de ceux des pays comme le Brésil ou l'Afrique du Sud. Les expériences d'autres pays indiquent les limites des méthodes utilisées pour la revalorisation monétaire. La Turquie doit tenter d'augmenter la valeur réelle de la livre turque en allégeant la pression des exportations sur sa compétitivité et en augmentant la productivité de la main d'oeuvre et l'efficacité totale de son économie.

Parallèlement à la crise mondiale, les prix d'une grande partie des matières premières, à commencer par l'énergie, ont subi d'importantes baisses. L'inflation annuelle des prix des biens de consommation qui avait baissé à 5% suite à la réduction de la demande intérieure a commencé à remonter la pente. L'augmentation des prix des biens de consommation a atteint 9.2% au mois de septembre.

La hausse de l'inflation est surtout liée aux prix des produits agricoles et alimentaires. Bien que les prix des produits alimentaires soient en hausse dans le monde entier, la Turquie est le pays où le prix de la viande a augmenté le plus. On observe une tendance vers la baisse générale du taux d'inflation, mis à part les produits alimentaires. Les indicateurs d'inflation calculés par la Banque Centrale continuent à baisser et ont atteint le taux de 3%, le niveau le plus bas depuis 2004.

On constate que le succès obtenu dans la lutte contre l'inflation dû à la crise mondiale n'a pas été transformé en un avantage permanent. La Turquie, qui avait réussi à réduire rapidement son taux d'inflation à un chiffre unique grâce au programme économique adopté après la crise de 2001, a eu des difficultés dans la poursuite de cette performance. Il n'a pas été possible de baisser le taux d'inflation qui était de 8-10% jusqu'à 5% en utilisant uniquement les instruments de politique monétaire. La Banque Centrale prévoit un taux d'inflation de 5% pour l'an 2012. Il est cependant nécessaire d'introduire des réformes dans les secteurs de la production et de l'emploi pour que l'inflation soit durable à ce niveau. Prenant en considération l'importance croissante de la classe moyenne et le changement des habitudes de consommation, il semble qu'il ne sera pas facile de bloquer



l'augmentation du prix des produits alimentaires et agricoles sans lutter contre des opérations commerciales non enregistrées dans les secteurs allant des transports à la vente au détail.

Un autre domaine qui a permis à la Turquie de surmonter la crise a été la question des taux d'intérêt. La Banque Centrale a baissé les taux d'intérêt de 10.25 points pendant la crise, ce qui a réduit le revenu réel de l'entrée des capitaux en dollars à zéro. Les taux d'intérêt réels au mois de juillet étaient négatifs pour les 12 mois passés et presque au-dessous de 1% pour les 12 mois à venir. Cette réduction des taux d'intérêt réels à 1% a une influence sur la valeur réelle de la livre turque et crée un climat propice au financement de nouveaux investissements de capitaux.

Le nombre de pays affectés par la crise dont l'équilibre macro-économique s'est maintenu avec une performance budgétaire acceptable et un processus de récupération rapide ouvrant la voie aux investissements, est plutôt limité. Les risques de la Turquie sont bien au-dessous de ceux de pays comme la Grèce, l'Italie, l'Espagne et le Portugal. L'augmentation des valeurs de la Bourse d'Istanbul depuis le début de 2009 dépasse de 30% le taux des marchés émergents et constitue un avantage pour la Turquie. La croissance du déficit courant, les pressions inflationnistes, l'ajournement de l'adoption des Règles Fiscales qui a amplifié les inquiétudes concernant la discipline fiscale indiquent que la Turquie doit mettre en œuvre des réformes structurelles pour pouvoir continuer à jouir de ses avantages.

Résultat

Les messages complexes transmis par l'économie mondiale indiquent que les effets de la crise n'ont pas encore été surmontés et que la situation est encore précaire. On ne s'attend pas à une deuxième crise économique mondiale, mais on ne peut toutefois pas affirmer qu'un tel risque est complètement écarté. Comme plusieurs autres pays, la Turquie sera plus désavantagée si elle devra lutter contre une deuxième crise. La régression des taux d'intérêt limitera le champ d'action de la politique monétaire. Même si l'on tente d'assurer une discipline budgétaire, il faudra attendre jusqu'en 2013 pour que le taux du déficit budgétaire puisse tomber au dessous de 2%. En d'autres mots, la mobilité de la politique monétaire et financière de la Turquie est réduite comparée à la situation en 2008 et le problème du déficit courant s'aggrave au lieu de diminuer.

Même si l'économie mondiale ne fait pas face à un deuxième choc, le processus de reprise au cours des années à venir sera déterminé en grande partie par la performance de la Turquie basée sur la demande intérieure. Ce processus pourra se poursuivre sans problèmes à condition de financer le déficit courant, conserver une stabilité macro-économique, maintenir le taux d'inflation à un niveau acceptable, mettre en œuvre une discipline financière et assurer la présence de marchés concurrentiels fonctionnant sans contraintes.

Il est très possible que les nouveaux équilibres soient très différents de la période pré-crise au moment où l'économie mondiale revient à la normale. Les nouveaux équilibres seront régis par un "nouveau système normal", constitué par des taux de croissance moins élevés, un taux de chômage plus important, des politiques financières plus solides, une réduction de l'utilisation des crédits, plus d'épargne et



moins de consommation. Suite à la mondialisation de la crise, le “nouveau système normal” de la Turquie sera surtout déterminé par les politiques économiques qui seront mises en vigueur dans un proche avenir. Un nouveau système constitué par “un taux réduit d’intérêt réel, une inflation faible et une croissance élevée” est parfaitement possible. Il ne faut cependant pas oublier que ce résultat n’est pas garanti.

La Turquie doit viser plus loin que ce qu’elle peut atteindre uniquement par une stabilité macro-économique pour pouvoir faire face à de nouvelles crises mondiales et occuper une meilleure place dans la liste des grandes économies mondiales. Il faudrait donc reprendre le processus de réformes structurelles interrompues en 2007.